

**HABITAT SOCIAL À BOUMERDÈS**

# Les loyers seront-ils revus à la baisse ?

**Au constat du niveau de vie très faible de certaines franges de la population mais aussi de la précarité d'un grand nombre de familles bénéficiaires de logements sociaux, le problème du règlement de la facture des loyers est mis à l'écart.**

Ces mauvais payeurs observent une position illégale qui leur est imposée par la situation économique très difficile. Le logement est destiné effectivement aux familles les plus vulnérables. Cependant, un paradoxe entoure la politique d'affectation du logement social dans notre pays : plus le demandeur a des critères de dénuement et de précarité, plus ses chances d'obtenir un logement social locatif (LSL) sont grandes. Or, le coût du loyer est exorbitant pour bon nombre de familles : entre 3 500 et

4 000 DA/mois pour un F4. A considérer que le revenu moyen d'une famille nombreuse, à qui est attribué un F4 dans la catégorie du LSL est de 24 000 DA — c'est le revenu maximal convenu dans les critères pour être admis dans la liste des postulants —, la facture logement représente autour de 20% de dépense mensuelle. C'est malheureusement l'hypothèse la plus optimiste. Que dire des locataires ayant de très bas revenus et des retraités ou simplement des chômeurs ? Dès lors, la

question de la révision de ces loyers est plus que jamais d'actualité. Nous n'avons pas manqué de la poser au ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, Noureddine Moussa, lors de sa venue dans la wilaya de Boumerdès. Le ministre n'a pas exclu catégoriquement l'option. «Le montant de la location est fixé par voie réglementaire. Le ministère de l'Habitat ne peut pas prendre seul la décision. C'est un programme d'ensemble qui sera certainement étudié dans son contexte si le problème est posé. Je pense que nous sommes tout à fait disposés à regarder cet aspect», dira-t-il en réponse à notre question.

A l'occasion, le ministre revient sur la politique gouvernementale relative au calcul du coût du logement à vocation sociale. «Le calcul du montant de la location du logement social tient compte de la zone, de la superficie du logement et d'un certain nombre d'éléments. Il n'est pas fait sur la base économique. Il est administré. Si on part d'un calcul économique pour amortir un logement sur 25 ans, le loyer serait plus élevé. Donc une grande partie de l'amortissement est à la charge du Trésor public», explique-t-il. Dans le cas contraire, n'est-ce pas la vocation sociale de ces habitations qui sera démentie ?

Abachi L.

**TIARET**

# Ksar Chellala aura sa piscine avant fin 2009

**Distante de près de 120 km du chef-lieu de la wilaya de Tiaret, la daïra de Ksar Chellala aura sa piscine semi-olympique avant la fin de l'année en cours au grand bonheur de la population locale, plus particulièrement la frange juvénile, qui n'a à aucun moment cessé de réclamer un tel équipement.** L'on se souvient que lors des sorties effectuées l'an dernier par une commission dite d'écoute des jeunes, nombreux étaient les citoyens, tous âges confondus, qui avaient demandé des espaces de loisirs dont une piscine, aux bienfaits non négligeables pour une région comme Ksar Chellala connue pour son climat torride en été et pour la densité de sa population.

Inscrit au titre du programme de développement des Hauts-Plateaux, ce projet pour lequel il a été dégagé une enveloppe de 17 milliards de centimes est doté de toutes les commodités, à savoir l'eau chaude avec un système de régénération automatique, un sauna, un bassin d'initiation de 10 m sur 15 m, une cafétéria, une infirmerie, une salle de musculation et enfin des gradins d'une capacité de 500 places. Considérée comme unique dans la wilaya et même dans les régions limitrophes, du fait des normes auxquelles elle répond, cette piscine, lancée il y a peine trois mois, enregistre déjà un taux d'avancement des travaux de plus de 10% et pourrait être livrée avant terme sachant que les délais

initiaux sont de 18 mois. Un défi que tient à relever l'entreprise EGTH Frihi Sahraoui chargée de la réalisation et de l'étude. S'agissant de l'impact attendu, les habitants de cette région, réputée pour son artisanat entre autres créneaux, devraient se réjouir de cet atout, perçu comme un moyen incontournable pour extirper les jeunes des affres du désœuvrement. Pour rappel, depuis l'an dernier, la wilaya de Tiaret a bénéficié de pas moins de trois piscines semi-olympiques au chef-lieu, à Sougueur et à Frenda, en attendant le lancement éventuel de structures similaires dans deux autres daïras de la wilaya.

Mourad Benameur

**GUELMA**

# Deux ans de prison contre le maire de Bouchegouf

Les faits remontent au mois de février de l'année écoulée, lorsqu'un entrepreneur, se sentant lésé, s'est plaint à la tutelle des irrégularités commises par la commission communale des marchés publics dans l'octroi de deux projets d'une valeur de 12 millions de dinars au profit d'un autre opérateur qui aurait un lien de parenté avec le P/APC de la commune de Bouchegouf, distante de 35 km du chef-lieu de la wilaya de Guelma, et qui est en même temps le président de cette fameuse commission.

Le wali de Guelma, M. Hamdi Belgacem, a alors dépêché l'inspection générale de l'administration dont les investigations ont abouti à l'ouverture d'une enquête judiciaire, ordonnée par le parquet et qui, en fin de compte, a conduit à la présentation devant la justice, au mois de décembre 2008, de six mis en cause et à leur placement sous contrôle judiciaire, sous les chefs d'accusation de dilapidation de deniers publics et de passation de marchés publics contraire à la réglementation

en vigueur. Le procès qui s'est déroulé le lundi 16 mars dernier et qui a duré plus de 7 heures, en présence d'un grand nombre de citoyens, n'a pas connu de verdict lequel a été reporté à lundi 30 mars. C'est ainsi que le principal accusé dans cette affaire, en l'occurrence le maire, a écopé de deux ans de prison ferme. Son adjoint a été condamné à la même peine. En outre, ces deux mis en cause devront payer conjointement une amende de 500 millions de centimes et verser au Trésor

public 20 millions de centimes au titre du préjudice causé à l'administration ; quant aux quatre autres accusés, ils ont été condamnés chacun à un an de prison ferme et devront payer conjointement la somme de 500 millions de centimes d'amende. Signalons que lors du procès, le procureur de la République avait requis quatre années de prison ferme à l'encontre du maire et de son adjoint, et deux années de prison ferme à l'encontre des quatre autres accusés.

A. Boudeffa

**RELIZANE**

# Cinq membres d'une même famille meurent asphyxiés

Cinq membres d'une même famille, résidant dans un immeuble situé à la nouvelle ville Adda-Benada (ex-Bermadia), à quelques encablures de Relizane, une mère de famille, la fille cadette et le fils aîné avec son épouse enceinte de huit mois et leur petite fille ont été retrouvés, jeudi dernier, aux alentours de 19h30, morts, asphyxiés par des émanations de monoxyde de carbone. Selon des informations recueillies sur place, les victimes faisaient la sieste. Le père se trouvait au bord de mer pour pêcher. Les corps des victimes ont été déposés par les éléments de la Protection civile à la morgue de l'établissement hospitalier Mohamed-Boudiaf de la ville de Relizane. Tout le voisinage est traumatisé par ce qui s'est produit. Mais les plus effondrés, ce sont les parents et amis des victimes. Une enquête a été ouverte par les services concernés pour déterminer les circonstances exactes de ce drame qui a mis toute la population en émoi.

A. Rahmane

# SOUK-AHRAS Plus d'une dizaine de pièces archéologiques récupérées par la Gendarmerie nationale

Pas moins d'une dizaine de pièces archéologiques ont été récupérées lors d'une opération de contrôle menée par la compagnie de la Gendarmerie nationale (unité de lutte contre l'atteinte aux biens culturels de la wilaya de Souk-Ahras) le 28 mars dernier. Agissant sur renseignements, les éléments de la Gendarmerie nationale se sont déplacés à l'endroit de la découverte pour examiner avec soin les pièces archéologiques et procédé à la fouille du lieu. De fil en aiguille, les enquêteurs ont réussi à récupérer des vestiges composés de deux pierres de taille moyenne représentant une pressoir à l'huile portative, la première d'une hauteur de 75 cm et un diamètre de 30 cm, la seconde fait 45 cm de hauteur et 50 cm de diamètre. Cette trouvaille a été faite chez un agriculteur répondant aux initiales de A. A., âgé de 41 ans, demeurant dans la région de Souk-Ahras. Ces pièces étaient cachées dans son écurie. Par ailleurs, selon notre source, la minutieuse enquête de la Gendarmerie nationale a révélé que l'agriculteur en question a trouvé par hasard ces vestiges qui remontent à l'époque romaine, au moment où il a creusé une tombe pour enterrer un proche. Les investigations poussées avec lui ont permis aux éléments de la gendarmerie de récupérer d'autres pièces archéologiques, à savoir des pierres polies, des réservoirs d'eau souterrains et des pièces en céramique.

Barour Yacine